

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
D'AVIGNON UNIVERSITÉ
N°CA-2025-083**

SÉANCE DU 7 OCTOBRE 2025

**POINT B.3.2
APPROBATION DU RENOUELEMENT DE LA CONVENTION CADRE
ENTRE AVIGNON UNIVERSITÉ ET CBA INFORMATIQUE LIBÉRALE**

Le Conseil d'administration, en sa séance du 7 octobre 2025, sous la présidence de Georges LINARÈS, Président,

Vu le code de l'éducation et notamment son article L712-3,
Vu les statuts d'Avignon Université,
Vu le règlement intérieur du Conseil d'administration d'Avignon Université,

Après en avoir délibéré,

Approuve le renouvellement de la convention cadre entre Avignon Université et CBA Informatique Libérale, telle qu'annexée à la présente délibération.

Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

Membres composant le conseil : 27
Membres présents (13) ou suppléés (3) : 16
Membres absents et non suppléés : 11

Le Président d'Avignon Université

Georges LINARÈS
Signature calligraphique
le 21/10/2025 10:20:57 +02:00



AVIGNON
UNIVERSITÉ

Affaire suivie par

Alain RICHAUD
Vice-président du Conseil
d'administration

Téléphone

+33 (0)4 90 16 28 09

Courriel

vice-president-ca@univ-avignon.fr

CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT PRIVILEGIE

ENTRE :

AVIGNON UNIVERSITE,

Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,

Sise 74 rue Louis Pasteur 84 029 AVIGNON Cedex,

N° SIRET : 198 406 85200204

Représentée par son Président, Georges LINARES,

Ci-après désignée l'« Université »,

D'une part,

CBA INFORMATIQUE LIBERALE,

15 Allée Camille Claudel – Bâtiment A – Hamadryade – CS 60526

84908 AVIGNON Cedex 9

N° SIRET : 39794481 000050

Représentée par Caroline MOGA BIRILING - Présidente

Ci-après désignée l'« Entreprise »,

D'autre part,

Ci-après désignées chacune individuellement la « Partie » et collectivement les « Parties ».

Préambule :

Avignon université, université pluridisciplinaire, souhaite renforcer sa coopération avec le monde professionnel dans le cadre de ses missions de service public de formation, de recherche, d'aide à l'insertion (de ses étudiants, stagiaires et diplômés) et de transfert technologique.

L'Entreprise CBA s'est donnée comme objectif de favoriser le rapprochement avec des structures de formations et de recherche afin d'accroître sa connaissance et ses compétences dans ses domaines d'intérêt, accroître sa compétitivité, favoriser l'échange de savoir-faire.

Les Parties se fixent comme objectif commun de renforcer leur relation Université-Entreprise en favorisant la découverte réciproque des environnements, missions, métiers et méthodes de chacun.

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIV

Article 1. - OBJET DE LA CONVENTION

- La présente convention a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles les Parties contribuent à la mise en place d'un partenariat global ayant pour ambition de contribuer au développement des relations entre l'Entreprise et l'Université.

- La présente convention définit également le cadre général d'une coopération dans des domaines scientifiques d'intérêt commun. Les Parties ont identifié le Centre d'Enseignement et de Recherche en Informatique (CERI) comme premier point de développement commun, pour ses activités de formation dont le Master Informatique et son laboratoire de recherche, le LIA. D'autres points de développement pourront être définis durant la convention.

Article 2. - APPORTS DES PARTIES SUR LE VOLET « CAMPUS »

2.1. Relations avec les formations et soutien aux actions pédagogiques

Le CERI est l'interlocuteur de référence pour les questions de formation. Le LIA est l'interlocuteur de référence pour les questions relatives à l'innovation et la recherche scientifique en informatique. La Direction d'Appui à la Recherche et l'Innovation (DARI) de l'Université est l'interlocutrice de référence pour toutes les questions de contractualisation d'activités liées à la Recherche scientifique.

Dans le cadre du décret n° 87-889 du 29 octobre 1987 relatif aux conditions de recrutement et d'emploi de vacataires pour l'enseignement supérieur et sous réserve de la transmission préalable par l'Entreprise des éléments nécessaires (liste d'experts et thématiques) et du dossier de recrutement individuel tel que défini par l'Université, le CERI facilitera l'intervention de professionnels dans les cursus.

L'Entreprise s'efforcera de développer son soutien aux actions pédagogiques du CERI et de ses formations, notamment au travers d'interventions de professionnels et aura à ce titre la possibilité de procéder au versement d'une contribution par le biais de la taxe d'apprentissage selon le règlement en la matière.

L'Entreprise transmettra au CERI, qui fera suivre aux étudiants les informations liées à des événements organisés par elle.

2.2. Accompagnement de l'insertion professionnelle des étudiants

L'Entreprise participera aux actions d'insertion professionnelle organisées par le CERI, telles que l'organisation de séances d'entraînement au recrutement ou la présentation de métiers pour lesquels l'Entreprise dispose d'une expertise.

En particulier, l'Entreprise participera au moins une fois par an à un forum emploi parmi les forums organisés par le CERI.

2.3. Offres d'emploi

L'Entreprise s'efforcera de développer les offres de stages, de contrats d'apprentissage, de contrats CIFRE et d'emplois en CDI ou CDD à destination des étudiants et jeunes diplômés du CERI.

L'Entreprise aura accès à la plateforme des offres d'emploi (stages, apprentissage, VIE, CIFRE, CDD, CDI) du CERI qui les diffusera à ses étudiants.

2.4. Promotion d'actions à destination des étudiants

L'Entreprise pourra diffuser une information ciblée à l'intention des étudiants de l'Université et du CERI dans les conditions, au rythme et sur les supports, définis par l'Université.

2.5. Forum Recrutements

Si l'Entreprise en fait la demande, le CERI réservera chaque année un emplacement standard à l'Entreprise et gèrera toutes les opérations liées à l'organisation du Forum.

2.6. Accès privilégié aux événements de l'Université et de l'Entreprise

L'Université conviera de manière privilégiée, des collaborateurs de l'Entreprise à des événements organisés dans ses locaux. A cette fin, elle transmettra régulièrement un récapitulatif des événements à venir à un interlocuteur désigné par l'Entreprise.

Dans la limite fixée par l'université, l'Entreprise communiquera à l'Université la liste des destinataires participant à ces événements.

L'Entreprise pourra proposer à l'Université de soutenir financièrement un ou plusieurs événements (sponsoring). Une convention spécifique pourra alors être établie entre les Parties.

2.7. Accès privilégié aux publications et ressources de l'Université

Si l'Entreprise effectue des demandes d'accès aux salles de réunion ou de réception de l'Université ou du CERI, elles seront traitées en priorité, sous réserve des disponibilités, étant entendu que la priorité est donnée aux enseignements. Les tarifs applicables en matière de location de salles sont ceux définis par le Conseil d'Administration de l'Université, à la date de la demande.

Dans le cadre de cette convention, l'Entreprise aura accès 2 demi-journées par an à un amphithéâtre du CERI, à titre gracieux. Cette mise à disposition s'entend dans le cadre des horaires d'ouverture usuels du CERI. La demande doit être faite par l'entreprise au moins 2 mois avant la date de l'événement auprès d'un interlocuteur privilégié désigné par le CERI.

2.8. Innovation et Recherche

A la demande de l'Entreprise, l'accès aux Plateformes Technologiques et la mise en place de contrats de recherche seront facilités et traités prioritairement.

L'Entreprise désignera un correspondant « Innovation/Recherche » qui sera l'interlocuteur privilégié pour la mise en place des activités de recherche scientifique. Il participera autant que possible à des séminaires des laboratoires dans le champ de compétences de l'Entreprise.

2.9. Valorisation du Partenariat Privilegié

Le CERI mentionnera sur son site le statut de « Partenaire Privilegié » de l'Entreprise. Réciproquement, l'Entreprise mentionnera son partenariat avec l'Université et le CERI sur son site.

Article 3. - COOPERATIONS SCIENTIFIQUES

Les axes de la coopération définis à l'article 2 donneront lieu à l'établissement de conventions particulières entre les Parties et le cas échéant avec les tiers s'il est besoin.

Sans que la liste soit limitative les conventions particulières qui seront passées pour la mise en œuvre de telle ou telle collaboration scientifique contiendront en tant que de besoin au cas par cas :

- les caractéristiques des actions décidées (domaine, objectifs, etc.) ;
- la désignation pour chaque projet particulier de responsables scientifiques ;
- la désignation des moyens humains, matériels et financiers à mettre en œuvre et leur évaluation ;
- la répartition entre les Parties des coûts ;
- les modalités de valorisation des actions menées en commun et les conditions d'exploitation, en accord avec les dispositions de principe arrêtées dans la présente convention cadre aux articles 8, 9 et 10 ci-après.

Article 4. - INTERLOCUTEURS PRIVILEGES

Au titre de la présente convention, pour la gestion du partenariat et sa bonne mise en œuvre et pour la durée fixée à l'article DUREE, les Parties désignent comme interlocuteurs privilégiés :

- Pour l'Université :
 - La Direction du CERI sur les aspects pédagogiques, sur les aspects innovation et recherche scientifique en informatique
 - La Direction d'Appui à la Recherche et l'Innovation (DARI) sur les aspects de contractualisation et pour l'ouverture aux autres domaines de recherche de l'Université.
- Pour l'Entreprise,
 - La Directrice des Ressources Humaines – Charlotte Daviau
 - La Responsable du Développement RH – Chahida Zidani

avec pour mission de coordonner les différentes actions partenariales objet de la présente convention et assurer la pré-validation des conventions ou actions spécifiques mises en œuvre en déclinaison de la présente convention cadre.

Article 5. - DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à la date de sa signature par les Parties sous réserve de son approbation par le conseil d'administration de l'université, et ce pour une durée de trois (3) ans. Elle pourra éventuellement être renouvelée à la fin de cette période par un avenant signé entre les Parties qui précisera l'objet et la durée de cette prolongation.

L'éventuelle résiliation de la présente convention avant son terme sera sans effet sur la poursuite des conventions d'application dont elle est le fondement.

Article 6. - PERSONNEL

Dans le cadre de la présente convention, les Parties peuvent confier à certains de leurs personnels des tâches qui auront lieu dans les locaux de l'autre Partie tout en continuant à en assumer la rémunération.

Une convention spécifique conclue entre les Parties à la présente et, le cas échéant, soumise à l'accord du personnel concerné déterminera, au cas par cas, les modalités de cette possibilité.

Chaque Partie continuera d'assumer à l'égard du personnel qu'elle rémunère toutes les obligations sociales et fiscales de l'employeur et d'exercer envers lui toutes les prérogatives administratives de gestion.

Les Parties assureront la couverture de leur personnel respectif en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables.

Le personnel accueilli dans les locaux d'une Partie qui n'est pas son employeur devra en tout état de cause se conformer aux règles de discipline et de sécurité et à tout règlement intérieur en vigueur dans le lieu d'accueil.

Chaque Partie sera responsable civilement vis-à-vis des tiers des conséquences dommageables des actes commis par le personnel qu'elle accueille dans ses locaux.

Article 7. - SUIVI ET EVALUATION DU PARTENARIAT

Les Parties s'engagent à se réunir chaque année pour discuter de l'évolution et du développement du Partenariat, et apporter, le cas échéant, des modifications à la présente convention.

Article 8. - COMMUNICATIONS

Les Parties se concerteront pour la promotion et la communication de ce partenariat et des actions qui en découlent.

➤ Utilisation des logos dans le respect de la charte graphique

Les Parties s'autorisent réciproquement à utiliser et à reproduire leurs logos et leur marque respectives à titre gratuit, sous réserve d'en respecter la charte graphique et d'avertir l'autre Partie de cette utilisation.

➤ Site Internet

Afin d'assurer la promotion du partenariat entre les Parties, chaque Partie peut faire apparaître les logos de l'autre sur son site Internet et insérer un lien vers le site internet de l'autre Partie.

➤ Supports de communication

Tout support de communication (notamment support papier, Internet, textile) par une des parties sur lequel figurera la dénomination sociale, les marques et logos de l'autre Partie, devra être validé par cette dernière avant impression finale.

➤ Relations presse

Toute action presse conjointe organisée sur ce partenariat doit être co-signée. Tous les documents presse (invitation, communiqués et dossiers) doivent être validés par les Parties et les logos des Parties doivent y figurer à part égale.

Les Parties doivent s'informer mutuellement de tout contact avec un journaliste de la presse écrite, audiovisuelle et Internet, en vue d'une interview, d'un article ou d'un reportage au sujet de ce partenariat.

Article 9. - CONFIDENTIALITE

Chaque Partie s'engage à ne pas publier ni divulguer de quelque façon que ce soit les informations scientifiques, techniques ou commerciales, sauf accord contraire définis dans les conventions particulières et notamment les connaissances antérieures, appartenant à l'autre Partie dont elle pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution de la présente convention et ce, tant que ces informations ne seront pas du domaine public.

Les Conventions Particulières comme défini à l'article 3 préciseront les clauses de confidentialité spécifique aux activités de recherche. De manière générale, il est d'ores et déjà convenu entre les Parties que tout projet de publication ou de communication sera soumis à l'avis de l'autre Partie qui pourra supprimer ou modifier certaines précisions dont la divulgation serait de nature à porter préjudice à l'exploitation industrielle et commerciale, dans de bonnes conditions, des résultats de la coopération. De telles suppressions ou modifications ne porteront pas atteinte à la valeur scientifique de la publication.

Toutes publications ou communications devront mentionner obligatoirement le concours apporté par chacune des Parties à sa réalisation.

Article 10. - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Chaque Partie demeure seule titulaire des droits de propriété intellectuelle qu'elle détient sur ses données mise en œuvre dans le cadre de la présente convention et/ou dont l'une des Parties aurait eu connaissance dans le cadre de la présente convention.

Ni leur divulgation, ni leur utilisation éventuelle par l'une quelconque des Parties, dans le cadre du présent contrat, ne confèrent à cette partie le droit d'en faire un autre usage sans l'accord préalable écrit dudit propriétaire.

Sous réserve de stipulations contraires dans les conventions particulières définies à l'article 2, de manière générale, les droits de propriété intellectuelle portant sur les travaux communs dans le cadre de collaboration notamment, appartiendront aux Parties, en copropriété, au prorata de leurs apports intellectuels, humains, matériels et financiers de chacun.

Article 11. - RESPONSABILITÉS

Chacune des Parties sera responsable de tous les dommages, directs, quelle que soit leur nature, résultant des actions engagées dans le cadre de la présente convention, qu'ils soient causés par son fait, par le fait des personnes dont elle doit répondre ou intervenant pour son compte ou par les choses qu'elle a sous sa garde, et ce, que le dommage soit subi par l'autre Partie ou par des tiers.

Aucune des Parties ne pourra être tenue pour responsable vis-à-vis de l'autre de toutes les conséquences indirectes dommageables liées à la réalisation des études menées dans le cadre de cette convention.

Article 12. - NON EXCLUSIVITE

D'accord entre les Parties, la présente convention ne constitue pas pour chacune des Parties un engagement exclusif de tout autre accord ou convention portant sur des actions similaires.

Chaque Partie reste totalement libre de mettre en œuvre ses compétences et ses domaines d'expertises et de formations avec tous tiers de son choix.

Article 13. - INTUITU PERSONAE

La présente convention est conclue *intuitu personae* et ne pourra être transférée sans l'accord préalable et écrit de l'autre Partie.

Article 14. - RÉSILIATION

La présente convention peut être résiliée de plein droit et sans formalité judiciaire par l'une des Parties. Cette résiliation sans préjudice de toute demande de dommages et intérêts ne devient effective que sous 2 (deux) mois après l'envoi par la Partie créancière de l'obligation d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de résiliation ou en fin d'échéance de la présente convention, chaque Partie prend l'engagement de restituer, dans le mois suivant ladite expiration ou résiliation, tous les documents et divers matériels que l'autre Partie lui aurait transmis et sur demande expresse de celle-ci, sans pouvoir en conserver de reproduction.

Article 15. - RÈGLEMENT DES LITIGES :

La présente convention est soumise au droit français.

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. En cas de désaccord persistant, le Tribunal administratif de Nîmes sera compétent pour connaître le litige.

Fait en trois exemplaires originaux :

Pour Avignon Université,
Le :

Georges LINARES
Président



Pour CBA Informatique Libérale,
Le : 07/07/2025

Caroline MOGA BIRILING
Présidente

Caroline MOGA

✓ Certified by  yousign